

# LE CHEMIN DU SOCIALISME

(1958)

**Gaston Leval**



## ***Les débuts de la crise communiste-bolchevique***

Une crise a éclaté, qui s'étend au sein de la plupart des partis dits « communistes » du monde. Nous écrivons « dits communistes » pour les désigner clairement, mais, et ceux à qui nous nous référons le savent, le communisme véritable est tout autre chose que ce que ces partis pratiquent et prétendent en son nom.

Précisément, la crise vient de là. Elle n'est pas absolument récente. Elle remonte aux premières années de l'organisation de l'Etat bolchevique, lorsque de nombreux révolutionnaires, qui avaient adhéré au régime et au parti triomphants, comprirent que la route prise était fautive, et ne pouvait mener aux résultats rêvés.

Ces hommes furent d'abord, et surtout des non-russes. Beaucoup venaient de la social-démocratie, du syndicalisme, de l'anarchisme. La révolution anticapitaliste d'octobre 1917, et les réalisations annoncées par Lénine et ses compagnons leur avaient semblé la concrétisation<sup>1</sup> de ce pourquoi, à travers des doctrines par certains côtés différentes et des moyens d'action différents aussi, ils luttèrent souvent depuis très longtemps. Aussi, et en partie poussés par la réaction que provoquait en eux l'horreur de la guerre mondiale, écartèrent-ils des objections qui paraissaient toutes théoriques et dépourvues de valeur devant les réalités immédiates, et se rallièrent-ils au fait révolutionnaire qui pour eux l'emportait sur les divergences doctrinales.

Mais cet autre fait de n'avoir pas été formés à l'école léninienne où régnait l'obéissance passive à l'appareil du parti et, en fin de compte, au chef suprême de cet appareil imposant à tous une discipline monolithique ; et encore l'habitude du libre examen, de la liberté de discussion, de la recherche individuelle exercée dans les nations dont le régime politique n'était pas comparable à l'oppression politique et intellectuelle qui caractérisait le tzarisme, leur permirent d'analyser, de juger, de se prononcer avec une indépendance d'esprit qui a toujours été la source du progrès dans les rapports humains, dans la pensée et dans la science, et qu'ils n'avaient pas encore perdue.

Lorsque, dès les débuts du régime léniniste, ils constatèrent que ce qu'on appelait la « dictature du prolétariat » n'était en réalité que la dictature d'un parti unique dont le prolétariat souffrait, le premier, les conséquences ; lorsqu'ils virent que ce parti pourchassait implacablement toutes les autres forces révolutionnaires n'acceptant pas de disparaître ou de s'incorporer totalement et servilement au régime imposé ; lorsqu'ils apprirent qu'au sein de ce parti unique tout se ramifiait au Comité central, et que le soi-disant « centralisme démocratique » ne servait qu'à masquer la dictature du Politbureau au sein de laquelle un seul homme faisait la loi, des objections surgirent en leur conscience et en leur pensée.

Les réactions apparaissent dès 1920. L'année suivante eut lieu l'insurrection des marins de Kronstadt, avant-garde révolutionnaire

---

<sup>1</sup> La brochure de Leval dit « concrétion ». Il s'agit sans doute d'une coquille.

d'Octobre 1917, insurrection qui orienta Lénine vers la N.E.P. Celui-ci préféra faire des concessions sur la droite que sur la gauche. Cette année-là, l'un de nous fut à Moscou, délégué de la Confédération Nationale du Travail d'Espagne, prendre part au Congrès constitutif de l'Internationale Syndicale Rouge<sup>1</sup>. Il n'était pas gagné aux théories et aux différents moyens d'action, réformistes et dictatoriaux, du marxisme. Mais il considérait un devoir, pour tous ceux qui voulaient en finir avec l'exploitation de l'homme par l'homme et la division de la société en classes sociales antagoniques, de s'unir pour faire, ensemble, tout le chemin possible.

Or pendant un séjour de quatre mois à Moscou et à Petrograd, où il chercha opiniâtement et put trouver la vérité, il constata que l'union qu'il préconisait était impossible, car les bolcheviques ne l'entendaient que sous la forme de domination absolue qui imposait, à leurs camarades de révolte, l'abandon total de leur pensée, de leurs méthodes de travail, de leurs moyens tactiques. Qui, en dernier ressort, obligeait les non-bolcheviques, sous peine de se voir considérés et traités comme des contre-révolutionnaires, ainsi qu'il arrivait en Russie, à être les instruments aveugles du parti communiste russe, sur le plan national et international.

Il comprit que toute collaboration honnête et loyale était impossible, et recommanda à la Confédération Nationale du Travail d'Espagne, alors forte d'un million d'adhérents (sur vingt-quatre millions d'habitants), d'annuler son adhésion.

Cette attitude, qu'adoptèrent aussi certains syndicalistes révolutionnaires et anarcho-syndicalistes français, italiens, allemands et autres, était celle d'alliés en puissance, ou occasionnels. Mais la crise de conscience commençait chez certains adhérents récemment ralliés, militants sortis de l'anarchisme, ou social-démocrates. Et elle s'était insinuée chez d'autres, mieux prédisposés au bolchevisme, qui n'acceptaient pas, au début, de critiques contre ce qu'ils considéraient le bastion de la révolution, mais qui n'avaient pas pu ne pas percevoir tout au moins une partie de la vérité. Leur excuse est qu'ils espéraient que ces erreurs, ou ces fautes, seraient corrigées. Ils constatèrent par la suite qu'elles ne faisaient que s'accroître.

---

<sup>1</sup> Il s'agit en réalité de Gaston Leval lui-même.

Les hommes veulent croire à la perfection de l'Eglise, du parti, du mouvement auquel ils ont adhéré. C'est un besoin de leur âme, et nous les comprenons. Aussi de nombreux communistes, maintenant libérés du mensonge stalinien, post-stalinien ou simplement bolchevique, admettent-ils difficilement, ou ignorent-ils, s'ils sont russes, qu'ainsi des milliers et des dizaines de milliers de travailleurs manuels et intellectuels, qui avaient adhéré au parti communiste de leur pays et à la cause de la révolution russe, de toute leur volonté et de tout leur espoir, se sont retirés des diverses sections de la Troisième Internationale. Que parmi ces hommes, certains, comme Doriot, Treint, Laporte en France, et beaucoup d'autres, qui furent parmi les plus intransigeants et les plus intolérants, soient devenus réactionnaires ou fascistes, n'empêche qu'en leur grande majorité ceux qui partirent étaient honnêtes et sincères. La politique tortueuse, la négation absolue des valeurs morales, la justification de tous les moyens au nom de la sainteté du but, la disparition de toute liberté et l'augmentation croissante des classes privilégiées les avaient justement déçus.

Oui : la crise au sein des partis communistes a sévi à l'état latent depuis 1920-21. Pour les uns, elle a mis en cause des procédés de gouvernement, une politique économique et sociale. Ils ont, en majorité, rallié Trotsky et le trotskysme, ou le léninisme, mais ont été, surtout en U.R.S.S., victimes des procédés que leurs maîtres avaient auparavant appliqués aux révolutionnaires non-bolcheviques. Pour les autres, cette crise mettait en cause la philosophie marxiste elle-même et, avec l'interprétation de l'histoire ou la méthode dialectique, les procédés essentiels de réalisation du socialisme. Malheureusement, dans la plupart des cas, ces hommes en sont restés à une attitude passive, soit qu'ils ne pouvaient reconstituer une doctrine révolutionnaire libérée de toutes les erreurs décelées, soit qu'ils étaient découragés par leur impuissance. Un troisième courant a rejoint la social-démocratie qui n'a fait que s'enfoncer toujours davantage dans le collaborationnisme socialo-capitaliste, ou dans l'étatisme fonctionnarisant qui est aux antipodes du vrai socialisme. En plus grand nombre il en fut qui, ne pouvant se livrer à une analyse critique d'une certaine profondeur, se sont perdus dans la masse dont ils faisaient partie. Enfin, certains, ne

pouvant se résigner à ces diverses attitudes, et ne sachant que faire, sont retournés au parti qu'ils avaient abandonné, et ont, le plus souvent, payé très lourdement leur pénible décision. Ce suicide guette bon nombre de ceux qui, après avoir rompu tout contact avec l'enfer totalitaire, ne savent que se cantonner dans une critique systématique qui ne peut satisfaire le tempérament réalisateur.

### ***La crise, aujourd'hui***

Aujourd'hui, cette crise atteint une gravité telle, par sa profondeur, son étendue, sa densité, que le problème du chemin menant au socialisme se pose à nouveau à un nombre énorme, et toujours croissant, de communistes et de sympathisants du communisme qui voyaient en lui une promesse de justice sociale et de libération humaine. A des hommes qui ne renoncent pas au socialisme, ni à la lutte pour y parvenir, mais qui ont compris et voient que les méthodes préconisées par Moscou et par l'étatisme bolchevique russe n'ont mené et ne peuvent mener qu'à de nouvelles formes d'oppression et d'exploitation.

Ces hommes ont abouti à de telles conclusions à des degrés différents, et par des observations ou des raisonnements divers.

Ceux qui se trouvent en Russie, et dont nous connaissons l'état d'esprit et la pensée par de très nombreux témoignages directs ou indirects ont, de par leur expérience personnelle, par celle de leurs compagnons de captivité qu'ils ont confrontée avec la leur, dans toutes les sphères du travail, dans toutes les parties de la société, conclu, comme nous, que le régime qui sévit en Russie est exactement le contraire des promesses faites au peuple russe et à tous les peuples du monde. Mais ils ne veulent nullement le retour au capitalisme, au libéralisme économique bourgeois générateur de crises et de chômage, à une société où la lutte de chacun contre tous et l'écrasement des plus faibles par les plus forts ou de la classe des déshérités par celle des possédants sont la règle. Et il est émouvant de voir que, malgré leurs souffrances souvent supportées dans l'horreur monstrueuse des camps de concentration, ils restent fidèles à leur idéal de fraternité humaine, et nous leur savons un gré infini de l'exemple qu'ils donnent.

Puis viennent les réactions patriotiques du titisme, du gomulkisme, du sentiment d'indépendance polonais, du sursaut de dignité nationale et humaine dont la révolution hongroise a été en partie la conséquence. Ces réactions semblent n'avoir eu d'autre cause, que l'oppression des conquérants russes, manifestation normale de l'impérialisme étatique, surtout quand l'Etat est puissant. Mais il serait sans doute inexact et injuste de n'y voir que l'esprit patriotique et nationaliste. La libération de la Pologne s'est accompagnée d'un relâchement de la dictature et d'une libéralisation dont certains aspects peuvent nous inquiéter – quoiqu'ils soient préférables à l'esclavage du totalitarisme bolchevique<sup>1</sup>. Il y a dictature et parti unique en Yougoslavie, mais malgré tous les abus que Djilas vient de dénoncer, et que nous avons dénoncés avant lui, la répression intérieure n'est pas comparable à celle dont la Russie stalinienne, pré-stalinienne et post-stalinienne a donné et donne l'exemple.

Quant à la Hongrie, son insurrection héroïque s'est accompagnée de l'ébauche, regrettablement lente et incomplète, malgré la rapidité relative de son apparition – car il y avait course de vitesse contre les chars d'assaut russes – d'une nouvelle structure sociale basée sur les conseils d'usine et leurs fédérations. Ces conseils semblaient destinés à devenir l'armature du nouveau régime, du moins en ce qui concernait la vie industrielle ; et les coopératives libres et fédérées auraient sans doute apporté la solution de l'organisation socialiste de l'agriculture.

Mais à des degrés différents, en Yougoslavie comme en Pologne, en Hongrie et dans les autres pays satellites, bien des communistes comprennent, et certains très clairement, que dans leurs conceptions philosophiques et leurs principes théoriques se trouvent des erreurs de fond qu'il faut rechercher et corriger. Le rapport de Khrouchtchev, qui confirmait ce que les uns savaient, et pour les autres a été une révélation ; et les articles, les commentaires, les explosions de vérités, qui dans de nombreuses publications russes ont suivi ce rapport, ne leur suffirent pas. Par ce mécanisme

---

<sup>1</sup> *Note de Gaston Leval.* – Ces lignes écrites, Gomulka semble avoir durci sa position dans un sens pro-russe et dictatorial qui marque un retour au passé. Parce que, dès que la dictature lâche la bride, elle est menacée par la liberté.

irrépressible qui fait la grandeur de l'esprit humain, ils veulent savoir pourquoi et comment des faits ont été possibles. Ils comprennent que tant d'abominations qui ont coûté la vie de millions et de millions d'hommes et de femmes ne peuvent s'expliquer par la seule existence d'un despote qui a surclassé cent fois ceux que la Russie avait jusqu'alors connus.

Le marxisme explique l'histoire par le développement des grands faits sociaux, particulièrement économiques, et le comportement de l'Etat selon les rapports des classes, ou selon leur évolution conséquence des progrès techniques qui modifient les structures de la société, lesquelles [se] répercutent dans la composition de l'Etat. Or c'est le comportement de Staline, donc d'un homme seul, qui a déterminé, d'après Khrouchtchev et l'ensemble des communistes officiels <sup>1</sup>, celui de l'Etat stalinien et de tous les partis communistes du monde. Et ce n'est qu'à la lumière de ce comportement qu'on nous explique le terrible cauchemar subi pendant trente ans par tout un peuple immense et torturé.

Rien n'est plus antimarxiste que cette explication, et ceux qui cherchent la vérité ne peuvent la trouver en se guidant d'après l'interprétation de l'histoire qui leur est fournie. Aussi Togliatti, habile jongleur, avait-il beau jeu d'écrire que dénoncer les méfaits du régime stalinien ne suffisait pas, qu'il fallait les expliquer à la lumière des critères marxistes. Que ne les a-t-il expliqués lui-même ? N'était-ce pas son rôle et son devoir de chef du parti communiste le plus important de l'Europe occidentale ? Il ne l'a pas fait, non plus qu'aucun autre théoricien marxiste, parce qu'il ne pouvait pas le faire.

La recherche de la vérité débordait les limites des méthodes théoriques dans lesquelles ces mauvais bergers intellectuels s'obstinent à demeurer et à emprisonner la pensée des hommes.

Mais ceux qui cherchent la vérité par-dessus tout ne s'arrêtent pas aux assassinats et à l'oppression politique imputables à Staline et à Lénine, ni à la spoliation des nations satellites, ni à tant d'autres crimes dont chacun suffirait pour condamner sans appel, et à jamais, un système social et de gouvernement. Ils constatent aussi un autre fait essentiel : l'apparition de classes sociales de plus en plus

---

<sup>1</sup> *Note de Gaston Leval.* – Et même d'après Trotsky et ses partisans.

diversifiées, de plus en plus différenciées, en Russie dite communiste et dans les pays où l'on a instauré un régime calqué sur le sien. Ils voient qu'au nom du socialisme, sous la direction de dirigeants socialistes et communistes souvent éprouvés, des couches privilégiées sont nées, qui jouissent de ressources économiques dix fois, vingt fois, cinquante fois supérieures à celles des travailleurs de base les moins rétribués ; que de nouveau la misère côtoie l'opulence ; que les uns vont à pied, d'autres en automobiles de haut luxe ; que les parvenus du régime constituent des castes acharnées à se consolider héréditairement ; que même dans la classe ouvrière les différences de salaires imposées par en haut, autoritairement et sans jamais consulter les travailleurs, créent des antagonismes entre les salariés et sont encore une négation du principe de justice fondamental du socialisme et du communisme. Et non seulement ils s'insurgent : ils demandent pourquoi on en est arrivé là, ce qu'il faut rectifier dans la doctrine et dans les moyens qui mènent au socialisme.

S'ils ne trouvent pas de réponse, ils risquent, eux aussi, de sombrer dans la résignation indifférente ou douloureuse, ou de retourner au parti qu'ils critiquent ou qu'ils abhorrent, à moins qu'ils ne s'abîment dans le nihilisme désespéré, non pas rénovateur comme le fut celui de la deuxième moitié du dix-neuvième siècle en Russie, mais bestial et vil comme celui qui fleurit actuellement dans les nations bolchevisées.

Sans doute les facultés créatrices de l'humanité. ou de la partie de l'humanité qu'une force morale supérieure pousse à la lutte pour le progrès social, ne se sont pas épuisées au milieu du vingtième siècle. Mais l'expérience, particulièrement celle de tous ceux qui sont sortis du monde bolchevique, prouve qu'il peut être malaisé de s'orienter dans la recherche de solutions nouvelles, et de trouver les explications dont on comprend ou pressent le besoin. Notre but est de contribuer à de telles recherches.

## ***Le socialisme et l'Etat***

Et d'abord, qu'est-ce que le socialisme ? Nous pouvons sans doute être d'accord sur cette double définition complémentaire : le

socialisme est une doctrine qui fait du social, c'est-à-dire de l'ensemble de la société humaine et donc de tous et de chacun de tous les hommes qui la composent, la raison d'être essentielle de l'organisation et de la conduite de cette société ; et de l'égalé possibilité de jouissance des biens les plus divers pour tous les individus, son but pratique et moral.

Cet idéal a été formulé par un très grand nombre de penseurs, de réformateurs, de théoriciens, d'économistes, de doctrinaires. On trouve parmi les lointains précurseurs – en dehors de la longue période du clan primitif – Zénon et Platon, le moine très érudit et conspirateur Campanella, le grand humaniste et chancelier d'Angleterre Thomas Morus, l'abbé Mably, Morelli, le curé Meslier, tel discours de Don Quichotte ou tel chapitre de Rabelais ou de Fénelon. Mais c'est avec Godwin, Robert Owen, William Thompson, Babeuf, Fourier, Buonarroti, Saint-Simon et ses disciples, Victor Considérant, Louis Blanc, Etienne Cabet, Pierre Leroux, Colins, Proudhon et tant d'autres dont les écrits, en France, précédèrent le *Manifeste Communiste*<sup>1</sup> que le socialisme est apparu comme doctrine révolutionnaire de transformation sociale. Et quelles que fussent ses bases théoriques et ses justifications philosophiques et morales, il était déjà, avant 1848, formulé avec une telle clarté et une telle force qu'il ne pouvait plus s'effacer de la vie des sociétés ni de la pensée humaine. L'insurrection parisienne de la même année en constitue une preuve éclatante.

Mais si toutes les écoles socialistes exprimaient le même idéal de justice économique et sociale, on trouve, au départ, une faille originale dont les conséquences seront incalculables : la non-compréhension de l'essence et de la réalité de l'Etat.

Platon, auquel il faut inévitablement remonter quand on parle de socialisme étatiste, Campanella, Thomas Morus – celui-ci à un moindre degré – concurent l'organisation de la société nouvelle au moyen d'un appareil d'administration publique qui serait l'Etat<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> *Note de Gaston Leval.* – Ce document, première manifestation de la pensée marxiste, parut en 1848.

<sup>2</sup> *Note de Gaston Leval.* – Mais même pour Platon l'Etat ne dépassait pas les limites de l'organisation municipale et le nombre de citoyens qui tenait dans les limites de l'agora. Cela n'avait rien à voir avec les dimensions de l'Etat actuel.

Robert Owen, le véritable fondateur du socialisme en Angleterre où le marxisme n'a pratiquement pas exercé d'influence, préconisa l'organisation de cette société nouvelle par les associations ouvrières, coopératives et syndicales, qui élimineraient les structures politico-administratives entrevues par Morus. Mais il ne se livra pas à une analyse critique de l'Etat. En France, avec Babeuf et Buonarroti, et l'influence énorme que le jacobinisme continua d'exercer sur les courants révolutionnaires, les doctrines de Saint-Simon, Cabet, Louis Blanc, Pierre Leroux, Colins, Vidal et Pecqueur même, enfin de la grande majorité, furent étatistes en ce sens qu'elles aussi prévoyaient l'organisation de l'économie socialisée au moyen de l'Etat.

Car ce problème de la structure administrative, des moyens de coordination économiques et des entreprises publiques avec ou sans un organisme de caractère politique et en quelque sorte supra-social ne s'était pas posé à tous ces penseurs, avant tout soucieux de supprimer la misère, et qui voyaient uniquement, dans l'accaparement des moyens de production par une minorité et dans l'exploitation du travail et des travailleurs par cette même minorité, la source unique de l'épouvantable misère des masses. Il serait oiseux, et dans une certaine mesure injuste, de leur reprocher de n'avoir pas compris que la question sociale ne s'arrêtait pas là, et cela pour plusieurs raisons :

a) Les connaissances d'histoire étaient insuffisantes pour que l'on ait pu entrevoir suffisamment la genèse et le rôle de l'Etat dans les diverses sociétés et civilisations ;

b) Cette insuffisance ne permettait pas de comprendre que, quelle que soit sa forme, l'Etat est fatalement oppresseur et spoliateur ;

c) Il manquait alors, pour réaliser le socialisme, d'autres instruments de socialisation, qui ne pouvaient être que les associations ouvrières libres et coordonnées, coopératives et syndicales, alors inexistantes ou à peine ébauchées. Les corporations, dont la dégénérescence était indiscutable, n'avaient pas été remplacées.

---

Thomas Morus appelait Etat une délégation de pouvoirs locaux où les magistrats étaient loin d'exercer un pouvoir dictatorial.

Ajoutons que le socialisme ouvrier n'était pas encore né. En France l'insurrection prolétarienne de juin 1848 manquait totalement de cadres et d'idées constructives, et même ses espérances, si elle en avait, demeurèrent informulées.

Ce fut Proudhon (Godwin l'avait fait en Angleterre, mais sa pensée, moins vigoureuse du reste, était restée sans échos sur le continent) qui, le premier, déclara, avec la guerre au capitalisme la guerre à l'Etat, et la nécessité de détruire simultanément l'un et l'autre si l'on ne voulait pas voir apparaître de nouvelles formes d'exploitation de l'homme par l'homme.

A l'époque où les travailleurs et les travailleuses, et les enfants employés dans les workhouses dès l'âge de six ans, et parfois de quatre, vivaient et mouraient dans des conditions épouvantables, poser le problème de la liberté apparemment abstraite pouvait sembler donner trop d'importance à ce qui en avait le moins.

Mais Proudhon, qui dénonçait aussi, dès 1846, ces horreurs du capitalisme anglais et français, savait qu'un régime qui ne respecte pas la liberté humaine porte en soi la source de toutes les injustices, y compris l'injustice économique. Il savait aussi que l'économie d'Etat exploite sans mesure la masse des travailleurs, et que peu importe à cette masse d'être victime des castes bureaucratiques et de techniciens, des formations militaires et policières, des systèmes de parasitisme invincible, le tout dominant. impersonnellement les moyens de production, – ou par une classe possédant en propre ces mêmes moyens. Pour le plus grand nombre des producteurs, le résultat serait toujours l'écrasement dans la misère.

Cette pensée, que Proudhon exposait dans sa polémique ardente contre Louis Blanc, Pierre Leroux, Victor Considérant, Etienne Cabet – surtout contre les deux premiers – ne pénétra pas dans les masses. Pas encore mûres pour prendre en main leur destin, ou pour ébaucher des formes d'organisation propres, elles n'arrivaient, du moins à Paris, alors avant-garde mondiale du prolétariat socialiste, qu'à la suppression de l'exploitation, et surtout de la misère. Aussi se rallièrent-elles, au socialisme de Louis Blanc d'abord, de Blanqui ensuite. Et pendant vingt ans ce fut, en France, le blanquisme, continuateur des conceptions de Babeuf et de Buonarroti, imprégné de jacobinisme et de carbonarisme, insurrectionnalistes et dicta-

toriaux, qui représenta presque exclusivement la force de révolution. Quand Proudhon mourut, en 1865, il était isolé et incompris des masses.

En Allemagne, le socialisme, dont la première impulsion avait été donnée par Weitling<sup>1</sup> naît en force sous l'impulsion de Lassalle. Or Lassalle, et bien que le mouvement par lui fondé revêtit la forme d'une vaste association ouvrière plus syndicale que politique, préconisait la magistrature organisatrice et paternaliste de l'Etat. En 1875, la fusion des lassalliens et des marxistes, qui plaçaient au premier rang l'action politique – donc étatiste – et qui avaient, en 1869, fondé le parti social-démocrate, donne la primauté absolue à cette action politique et axe, en conséquence, l'action ouvrière sur des préoccupations étatistes prédominantes. Et par la force centrifuge et de polarisation que l'Allemagne exerce sur l'ensemble de l'Europe, et par la terrible saignée faite en France lors de la répression de la Commune, cela aura sur le socialisme européen, une influence énorme.

Mais en septembre 1864 était née la Première Internationale, et c'est par elle que les directives du socialisme finiront par s'imposer à l'échelle européenne. Quoique ne figurant pas parmi les fondateurs directs, Marx et Engels en deviendront rapidement les principaux chefs au sein du Conseil général de Londres. L'Adresse inaugurale déclare que « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ». L'Internationale se constitue comme un ensemble de « syndicats » ouvriers en Angleterre, « d'unions de métiers » en France, de « gremios » en Espagne ; de « Camere di Lavoro » en Italie. Pas question de parti politique, de parlement et de conquête du parlement, ou d'Etat prolétarien. Il n'y a que des organisations ouvrières luttant sur le terrain économique. Et lorsque Bakounine adhère, en 1868, il voit dans cette création des

---

<sup>1</sup> *Note de Gaston Leval.* – On a pu dire que ce fut Bakounine qui, le premier, dans son monumental article *La Réaction en France* \*, publié dans le « Deutsche Jahrbücher », en octobre 1842, avait, le premier, déployé en Allemagne, le drapeau du socialisme. Mais ce fut Weitling qui, avec la Ligue des Justes, de caractère clandestin, et dont Marx allait profiter, en fut le premier organisateur. Il prenait du reste la dénomination de communiste.

\* Leval fait ici un lapsus : il s'agit de *La Réaction en Allemagne*.

travailleurs internationaux associés par-dessus les frontières, et selon leurs spécialisations de travail, l'ossature d'un monde nouveau.

Car, disciple de Proudhon, Bakounine en reprendra et en développera les idées avec son génie propre. Comme lui, il repousse le gouvernement et l'Etat ; comme lui, mais mieux que lui et plus largement, il voit dans les associations ouvrières les moyens essentiels de réalisation du socialisme. Son génie de synthèse et d'universalité lui a déjà fait annoncer, dans le « Catéchisme Révolutionnaire », que les coopératives seraient appelées à jouer ce grand rôle historique de réorganisation générale de la société.

Constructeur, et le plus grand, de l'Internationale, c'est surtout par son activité personnelle et celle de ses amis, qu'il oriente et stimule, que naissent la Fédération espagnole, section de l'Internationale, la Fédération italienne, et la Fédération jurassienne – les trois seules vraiment organisées – ainsi que nombre de sections locales en France, en Belgique, au Portugal. Puis un peu plus tard, les sections slaves et balkaniques.

Une différence profonde sépare Marx de Bakounine. L'un est slave, l'autre german. Mais surtout l'un est l'intellectuel-type, l'homme de cabinet, orgueilleux, dominateur et tranchant, immensément érudit et n'admettant pas, dans son doctrinarisme forcé, qu'on ne puisse avoir une autre vision des choses que la sienne. L'autre, malgré sa très vaste culture générale, surtout philosophique et historique, est de plus un homme ayant par expérience et par une extraordinaire intuition, une sûre compréhension de l'humain. Il n'enferme pas l'histoire du monde dans un système auquel elle doit se soumettre, sous peine d'avoir tort. Il ne voit pas le développement de la société comme une série de syllogismes. Il critique Proudhon, « notre maître à tous », quand il le croit nécessaire, il loue sans réserve Marx quand il le croit juste. Et parce qu'il est humaniste, il repousse, dans ses efforts pour l'édification d'une société meilleure, la machine broyeuse d'humanité qu'est pour lui l'Etat.

L'argumentation de Bakounine et de ses amis<sup>1</sup> montre que la constitution décidée par Marx de sections nationales en partis poli-

---

<sup>1</sup> *Note de Gaston Leval.* – Bakounine fut le porte-parole et le plus capable de la tendance que l'on dénomme bakouninienne. Mais il était loin d'être seul. Des personnalités de haute valeur intellectuelle comme James Guillaume, Paul Robin,

tiques devant s'occuper avant tout, « à l'intérieur de chaque nation » des problèmes de chacune d'elles, implique de fait la négation et la dislocation de l'internationalité. D'autre part, le triomphe de l'égalité économique et de la liberté au moyen de l'Etat, même appelé prolétarien, même constitué à ses débuts par d'anciens ouvriers – d'ouvriers qui auront cessé de l'être du moment où ils seront devenus des hommes d'Etat – est contraire à tout ce que l'histoire enseigne et à tout ce que le bon sens permet de prévoir. Et avec une logique mathématique, et une clairvoyance qui émerveille toujours, Bakounine montrait les étapes que l'Etat marxiste serait obligé de parcourir pour se maintenir, et comment il créerait de nouvelles classes, le tout menant vers le totalitarisme despotique.

Qui a lu ces pages demeure stupéfait devant la rigueur irréfutable de leurs anticipations. Il est vrai que Bakounine n'avait pas imaginé, malgré son don de clairvoyance, ni l'horreur des camps de concentration, ni les procès de Moscou, de Prague, de Sofia et Budapest, ni les alliances du genre bolchevisme-nazisme en 1940.

### ***La loi inexorable de l'Etat***

En principe, il n'y avait pas de différence entre les buts de Marx et Bakounine. Mais on aurait terriblement tort d'en déduire que le reste était et demeure négligeable. Voyons d'abord les ressemblances. Bakounine écrivait dans le Préambule pour la seconde livraison de « l'Empire Knouto-germanique » :

« Je suis un partisan convaincu de l'égalité économique et sociale, parce que je sais qu'en dehors de cette égalité, la liberté, la justice, la dignité humaine, la moralité et le bien-être des individus aussi bien que la prospérité des nations ne seront jamais rien qu'autant de mensonges. Mais, partisan quand même de la liberté, cette condition première de l'humanité, je pense que l'égalité doit s'établir dans le monde par l'organisation spontanée du travail et de la propriété collective des associations librement

---

Carlo Cafiero, Gambuzzi, Andrea Costa, Anselmo Lorenzo, Adhémar Schwitzguebel, Alfred Naquet, Jules Guesde, etc., défendaient, en Suisse en France, en Italie, en Espagne, les mêmes principes de fédéralisme anti-autoritaire.

organisées et fédéralisées dans les communes, et par la fédération tout aussi spontanée des communes, mais non par l'action suprême et tutélaire de l'Etat.

« C'est là le point qui divise principalement les socialistes collectivistes révolutionnaires des communistes autoritaires partisans de l'initiative absolue de l'Etat. Leur but est le même ; l'un et l'autre parti veulent également la création d'un ordre social nouveau fondé uniquement sur l'organisation du travail collectif, inévitablement imposé à chacun et à tous par la force même des choses, à des conditions économiques égales pour tous, et sur l'appropriation collective des instruments de travail. »

De son côté, Marx proclamait, dans la Circulaire confidentielle sur les *Prétendues scissions de l'Internationale* : « Tous les socialistes entendent par Anarchie<sup>1</sup> ceci : le but du mouvement prolétarien, l'abolition des classes une fois atteint, le pouvoir de l'Etat, qui sert à maintenir la grande majorité productrice sous le joug d'une minorité exploitante peu nombreuse, disparaît, et les fonctions gouvernementales se transforment en simples fonctions administratives. »

Nous voyons donc que, comme écrivait Bakounine, « les buts sont les mêmes ». On sait aussi que, dans son apologie de la Commune (*La guerre civile en France*), Marx déclarait que l'Etat n'était qu'une « superstructure parasitaire » de la société, et se montrait partisan de la Fédération des communes de France préconisée par les insurgés, et que Bakounine et ses amis avaient aussi déjà préconisée. On trouve dans la *Critique de la philosophie de Hegel*, des déclarations similaires quant à l'essence de l'Etat, et l'on sait que dans *Les Origines de la famille, de la propriété privée et de*

---

<sup>1</sup> *Note de Gaston Leval.* – Dans l'ensemble Bakounine ne s'appelait pas anarchiste, mais socialiste révolutionnaire. Il employait le mot anarchie dans le sens péjoratif qui lui est généralement donné. Ce n'est qu'exceptionnellement qu'il lui donnait un autre sens. En échange, Jules Guesde, qui devait plus tard, passer au marxisme après l'avoir combattu, s'appelait anarchiste, ainsi que Benoît Malon, qui suivit ses traces. Mais Marx jouait sur les mots en employant ce terme, qui n'était pas accepté par les membres de l'Alliance bakouninienne, ou par la Fédération jurassienne.

*l'Etat*, Engels réservait à ce dernier, dans l'avenir, une place au musée des antiquités « à côté du rouet et de la hache de bronze ».

Les résultats montrent comment, dans la pratique, la différence des moyens pour atteindre un but théoriquement unique, acquiert une importance primordiale. La doctrine marxiste de l'Etat est celle-ci : « L'Etat est un instrument nécessaire au maintien de l'ordre dans une société où l'existence des classes antagoniques, conséquence de l'éclatement des clans et de la "gens" communautaires primitifs, est cause d'instabilité continuelle. Mais il prend parti pour la classe privilégiée dont il devient l'instrument, car ce sont toujours les forces économiques dominantes qui commandent à l'organisation politique. Quand la révolution sociale aura fait disparaître les classes, l'Etat, alors au service du prolétariat, n'aura plus de raison d'être ni comme mainteneur de l'ordre entre classes antagoniques qui n'existeront plus, ni comme défenseur de la classe privilégiée qui aura disparu. Il disparaîtra donc à son tour, puisqu'il ne sera plus nécessaire. »

Tel est le raisonnement « scientifique ». Il paraît irréprochable, si l'on se confine dans l'abstraction raisonneuse, mais dans les faits de l'histoire, l'Etat a été créé par des soldats, des conquérants, des seigneurs féodaux devenus plus puissants que d'autres grâce à la guerre et au butin, et il a toujours été une force de domination vivant d'abord pour elle-même et proliférant sans cesse des castes et des bureaucraties nouvelles : La véritable genèse de l'Etat n'a, en général, absolument rien à voir avec celle que l'on nous présente sous l'égide du socialisme dit « scientifique ». Et ce n'est que si l'on tient compte de la réalité historique qu'on peut s'expliquer le phénomène léninien, créateur d'un Etat nouveau, comme on peut s'expliquer celui des deux Yvan le Terrible, de Catherine et de Pierre le Grand.

Lénine avait repris les thèses de Marx et d'Engels dans son livre *l'Etat et la révolution*, écrit à la veille d'octobre 1917. Lui aussi voulait la disparition de l'Etat, et il écrivait textuellement « L'Etat est une matraque » ... « Tant que l'Etat existera, il n'y aura pas de liberté ; quand la liberté sera un fait, c'est que l'Etat aura disparu. » Lui aussi était donc, toujours en principe, d'accord avec l'école socialiste fille de Proudhon et de Bakounine. Mais pour lui comme pour ses maîtres, le capitalisme étant la cause et l'Etat l'effet, la

disparition du premier entraînerait inéluctablement la disparition du second. Selon l'école qu'il combattait, non seulement la disparition de l'Etat s'imposait pour entraîner celle du capitalisme dont il était le soutien et le protecteur, mais l'Etat « transitoire » et « prolétarien » donnerait naissance à une nouvelle classe d'opresseurs et de parasites comme il avait toujours fait, d'après sa constitution et son invincible déterminisme.

Cependant, l'école antiautoritaire du socialisme admettait une partie des raisonnements marxistes, que Proudhon avait du reste exposés de son propre cru en 1840, ainsi que Victor Considérant et Sismondi, et que plus tard Bakounine, Kropotkine, Elisée Reclus reprendraient à leur compte. Mais ces raisonnements ne s'appliquaient qu'à une réalité fragmentaire dans l'immense enchevêtrement des faits sociaux si souvent difficiles à démêler avec précision. Derrière elle, il en était d'autres, dont l'Etat créant ses formes économiques et servant ses propres intérêts matériels même au détriment des classes possédantes quand il le fallait. Il y avait aussi les religions et les églises, les conquérants et les rois organisateurs, les hommes et leurs erreurs, leur vie spirituelle, leurs rêves, leur pensée qui les ont entraînés, guidés, sur tous les terrains et dans tous les domaines : sciences, arts, sociologie, conquête de la terre et de l'espace, de la liberté et de la justice. Et aussi le fanatisme, les haines de race, l'esprit de domination, la lourde hérédité de la pré-humanité. Cela a semblé, et semble encore de la métaphysique à ceux qui s'obstinent à expliquer l'histoire d'après les seuls facteurs économiques. Mais le stalinisme, et les tanks de Budapest, et l'assassinat de Trotsky ne sont pas de la métaphysique. Encore moins le fruit de la dialectique matérialiste, industrialiste ou agricole.

Malgré son économisme quelquefois trop systématique, car la polémique contre le libéralisme bourgeois l'obligeait à forcer l'accent sur ces réalités concrètes qu'on ne devait ignorer, Proudhon, plus averti des réalités que ses contradicteurs, proclamait que l'Etat était lui-même un créateur de privilèges, de classes, de propriété individuelle et spoliatrice. Il invoquait l'histoire de Rome – et l'on peut prendre celle de toutes les nations de l'antiquité, et même des nations constituées depuis l'invasion barbare – où ce fait est constant, où l'Etat a créé, puis détruit la propriété terrienne, par

des distributions et des expropriations arbitraires, et les ventes successives de l'*ager publicus* ; où il a ruiné, à force d'impôts ; les petits propriétaires, les obligeant à devenir les « clients » des grands possédants, lesquels ne se sont sauvés de la fiscalité ruineuse qu'en entrant dans le haut personnel administratif ; où l'Etat a donné lieu à la formation de classes capitalistes issues des conquêtes de l'impérialisme politique et militaire, puis des forces financières qui l'ont, en certaines époques, dominé ; où il en est arrivé, enfin, avant la décadence finale, à instaurer une économie dirigée qui revêtait, dans la déliquescence générale, la forme du despotisme le plus absolu ; et n'a fait que précipiter la paralysie générale en tuant l'initiative créatrice, et en instaurant le règne de la bureaucratie parasitaire, jouisseuse et irresponsable. L'ancienne Egypte, la Chine des IV<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> siècles, et l'Empire des Incas nous donnent aussi de semblables exemples.

Bakounine écrivait ces paroles pleines d'un bon sens qui valait beaucoup mieux que les savantes déductions de la méthode dialectique hégélienne appliquée par le marxisme aux prévisions du développement de la société future : « Le premier but de l'Etat est de durer » ... « Nous sommes convaincus que tout pouvoir politique est une source de dépravation, infaillible pour ceux qui gouvernent, et une cause de servitude pour ceux qui sont gouvernés. Etat signifie domination, et la nature humaine est ainsi faite que toute domination se traduit en exploitation »<sup>1</sup>. Cette « métaphysique » était prophétique.

Nous pourrions ainsi multiplier les citations de Bakounine et de ses amis, après celles de Proudhon. L'histoire a montré qu'en effet le problème ne consistait pas à reconstruire un Etat pour le détruire par la suite, ou dans l'espoir de son dépérissement automatique,

---

<sup>1</sup> Bakounine, Lettre à Celsio Ceretti, 13-27 mars 1872. La citation exacte que fait Gaston Leval est la suivante : « N'oublions jamais qu'Etat signifie domination et que la nature humaine est ainsi faite, que toute domination se traduit fatalement et toujours en exploitation. » Bakounine revient plusieurs fois sur cette idée, notamment dans son « Article français » (7 janvier 1872) : « ...Vous pensez au contraire qu'un nouvel Etat, quelque populaire qu'il se dise, ne peut apporter au prolétariat que des chaînes nouvelles. Qu'Etat signifie domination, et que là où la domination existe, il y a nécessairement des dominés, mais qu'en vertu d'une loi sociologique fatale, les dominés sont et seront toujours des exploités ; en conséquence de quoi, Etat signifie exploitation, et asservissement du prolétariat en vue de cette exploitation. »

mais de remplacer l'Etat dans les simples fonctions administratives et d'organisation des services publics qu'il assumait. Ce à quoi s'efforça l'école antiautoritaire de la Première Internationale, avec les James Guillaume, les Adhémar Schwitzguébel, et Bakounine aussi, bien entendu.

Mais en 1872, une majorité fictive<sup>1</sup> engagea l'Internationale dans la voie parlementaire, avec expulsion de Bakounine, absent, de James Guillaume, et un peu plus tard de la Fédération du Jura. Cette orientation du socialisme majoritaire renforça la tendance étatique d'où découlèrent toutes les déviations réformistes, nationalistes et dictatoriales que nous connaissons.

Sans doute, même si la majorité de La Haye avait été réelle, l'évolution eût été en grande partie la même, tout du moins au point de vue réformiste. Ce ne sont pas seulement les succès électoraux remportés, dès le début, par le parti socialiste allemand, qui influencèrent le plus grand nombre de socialistes. Ni l'appât des mandats de députés, de conseillers municipaux, des postes officiels que l'entrée dans les organismes d'administration locale et parlementaire faisait entrevoir aux arrivistes et semi-arrivistes de la nouvelle politique. Il y eut aussi la lassitude causée par des persécutions politiques souvent très dures, et dont le gouvernement de Napoléon III donna l'exemple, et la mise hors la loi des sections de l'Internationale dans les différents pays où elles s'étaient formées. Il y eut le manque de courage, de persévérance, d'éducation sociale des masses ni assez convaincues, ni assez tenaces pour lutter de façon permanente selon la méthode d'action directe préconisée par Proudhon puis par la fraction antiautoritaire de l'Internationale. Méthode qui faisait de la grève, partielle et générale, et de l'organisation directe des travailleurs et de leurs fédérations nationales et internationales les éléments fondamentaux de l'action historique du socialisme, sans oublier la préparation intellectuelle du prolétariat et de ses cadres de militants, au sein des organisations prolétariennes elles-mêmes.

---

<sup>1</sup> *Note de Gaston Leval.* — Ce fut au congrès de La Haye, qui fut à la source de la disparition de l'Internationale. Marx et ses amis, minorité de fait, s'arrangèrent pour s'assurer le plus grand nombre de voix au moyen de fausses délégations, de mandats fabriqués. Voir à ce sujet *l'Internationale, Documents et Souvenirs*, de James Guillaume. (T. II. pp. 319 à 356.)

Les masses ont toujours préféré s'en remettre à d'autres du soin de les libérer, par peur des responsabilités, par manque de préparation adéquate, par l'absence d'une culture développant leurs aptitudes créatrices. Proudhon disait déjà aux travailleurs son amertume de les voir capables de mourir sur les barricades, mais incapables de la persévérance nécessaire pour organiser leurs forces de production économique en concurrence avec le capitalisme. Le coopératisme a montré que cette tactique était applicable et sans doute aurait-on pu faire une ample moisson de résultats prometteurs et d'exemples convaincants si l'on avait pris le chemin de cette action directe qui n'impliquait pas fatalement de massacres regrettables et presque toujours contre-indiqués. Mais l'établissement du socialisme en échange d'un bulletin de vote déposé tous les quatre ans fut une tentation alléchante pour les uns, un poison soporifique pour les autres. Or c'est un des plus grands crimes commis contre l'humanité que lui offrir des solutions qui excluent son initiative, la responsabilité personnelle, la conscience agissante, l'effort justifiant les bénéfices obtenus. La passivité qui en engendre fatalement la domination des mécanismes où les individus ne sont plus rien, où les facultés qui font la grandeur de l'homme disparaissent. C'est la solution souvent prônée par les professionnels de l'étatisme, qui a conduit, en grande partie, à l'emploi de l'Etat dans l'application du socialisme.

Là aussi le moyen s'est transformé en but. Les conquêtes partielles, l'exercice du pouvoir et les bénéfices qui en découlaient ont fait oublier l'égalité et la fraternité primitivement poursuivies, et l'ample solidarité économique à l'échelle planétaire, comme la dictature a fait oublier la liberté. La transformation sociale a été remplacée par le gouvernementalisme. Ministres de la république ou de la monarchie, présidents du Conseil et chefs d'Etat, les leaders réformistes n'ont pas éliminé l'exploitation de l'homme par l'homme, même quand ils ont eu en main le gouvernement. Ils ont administré honnêtement, se situant au-dessus des classes, l'ensemble de la nation, en gouvernants qui ne se reconnaissaient pas le droit d'abuser d'une situation favorable pour imposer leurs conceptions sociales à ceux qui n'en voulaient pas. Ils ont accepté, conséquence logique de leur parlementarisme, de leur ministérialisme, et de l'assassinat de l'internationalité en 1872, le principe de la défense

nationale, donc de l'entre-extermiation des ouvriers socialistes. Et parce que, au lieu de guider les masses vers le socialisme, ils se sont adaptés à leurs insuffisances, et parce qu'ils ont méconnu la réalité de l'Etat et renoncé à l'action directe qui n'était pas fatalement, il faut y insister, celle des barricades, ils ont renoncé à la révolution.

C'est ainsi que dans chaque pays le parti socialiste a sauvé le capitalisme dans les périodes de crise, comme il est arrivé en Italie après la première Guerre mondiale où il lui aurait suffi de se mettre à la tête des masses et de conduire l'expropriation entreprise par elles pour triompher sans effusion de sang. La même chose aurait pu être faite en France, en juin 1936, quand les travailleurs avaient, aussi, pris les usines ; mais la pratique du réformisme parlementaire et la suprématie de l'esprit étatique imposèrent le respect de la légalité.

Des faits semblables ont eu lieu dans d'autres pays. Le parti socialiste marxiste au pouvoir n'a montré d'énergie que quand il s'est agi d'écraser l'insurrection spartakiste et la République des soviets de Bavière. Et si l'on nous oppose les réformes faites par voie législative et les nationalisations qui ont été en grande partie son œuvre, nous répondrons qu'aujourd'hui, indépendamment de l'étatisation de toute la société et de la fonctionnarisation des travailleurs, – deux faits d'énorme importance, qui constituent un danger mortel de décadence pour l'avenir –, le bilan est, encore une fois, passif, du point de vue économique et humaniste. L'Etat a gagné, les administrateurs ont gagné, et si les travailleurs des industries nationalisées gagnent, c'est aux dépens des travailleurs des industries non nationalisées<sup>1</sup>. Les hiérarchies nouvelles se multiplient au sein de chaque corporation, et la banqueroute serait générale si les subventions, payées par l'ensemble des contribuables,

---

<sup>1</sup> *Note de Gaston Leval.* – Les industries nationalisées se caractérisent par un nombre excessif de travailleurs, comparativement aux industries privées, une bureaucratie et un fonctionnarisme hors de proportion avec ce qui est nécessaire, et l'existence d'une hiérarchie qui draine une bonne partie des salaires au détriment des derniers échelons. Si bien que personne n'est content, et la société perd tant au point de vue économique qu'au point de vue moral.

et en premier lieu par les producteurs des activités non nationalisées ne comblaient pas, périodiquement, les déficits <sup>1</sup>.

L'étatisation révolutionnaire n'a pas été plus heureuse que l'étatisation réformiste. Au contraire, puisqu'elle s'est accompagnée de toutes les horreurs dont le discours de Khrouchtchev n'a, il faut y insister, donné qu'un léger aperçu. Car si le sort des membres du parti communiste a été, et il l'a été effectivement, celui que le successeur de Staline a décrit, on peut supposer quel fut celui des gens qui n'avaient pas la protection du parti. Dans la pire période du régime tzariste, le nombre des détenus, emprisonnés ou déportés s'élevait, selon les calculs de Pierre Kropotkine, à soixante-douze mille. Ce chiffre énorme avait déjà été largement dépassé dans la période léninienne, mais dans la période qui suivit celui de quinze millions a pu être avancé avec assez d'éléments de preuves pour ne pas paraître invraisemblable. On peut affirmer que trente millions d'hommes, de femmes, de jeunes filles et de jeunes gens sont morts de faim, de froid, de chaleur et d'épuisement, dans les camps de Karaganda, de Vorkuta et autres, gardés du haut des miradors par les fils électriques, les mitrailleuses, les chiens spécialement dressés et la police spécialisée. Et dans la plupart des cas il ne s'agissait même pas d'adversaires du régime. L'Etat avait besoin de main-d'œuvre. Au temps des Pharaons et des Grecs, c'étaient les « étrangers », les prisonniers de guerre, les « barbares » qui fournissaient les esclaves destinés à construire les routes ou les pyramides et à travailler dans les mines. L'étatisme totalitaire bolchevique a été plus loin. Il a pris des co-nationaux qui n'étaient pas même ses adversaires. Aucune barrière n'a limité ses exactions. Il a élevé le sadisme et l'holocauste permanent à la hauteur d'institutions pour la plus grande gloire de la

---

<sup>1</sup> Imaginer que l'État puisse organiser la société, la production, le travail, les échanges, les transports est pour Proudhon une totale utopie ; non pas que l'État ne puisse pas le faire, mais les résultats ne peuvent en être que catastrophiques. Si, d'une part, Proudhon s'en prend au socialisme qui a « glissé jusqu'aux derniers confins de l'utopie communiste », il s'en prend également à tout courant qui entend faire de l'intervention de l'État dans l'économie par les subventions – qu'il désigne sous différents vocables, notamment « l'encouragement » – la solution du problème social : « Quoi de plus social, de plus progressif en apparence, que l'encouragement [par l'Etat] au travail et à l'industrie ? Pas de démocrate qui n'en fasse l'un des plus beaux attributs du pouvoir ; pas d'utopiste qui ne le compte en première ligne parmi les moyens d'organiser le bonheur. » (*Système des contradictions économiques.*)

domination politique du parti et du développement économique de la nation incarnée par l'Etat.

Il est exact que les méthodes mongoles et tartares, qui présidèrent à la création de l'Etat russe et dont s'inspirèrent les seigneurs moscovites enrichis au service des khans dominateurs, ont influencé, par l'héritage des traditions gouvernementales, Lénine et ses continuateurs. Mais cette explication est insuffisante. En Russie même, les autres écoles du socialisme ne suivaient pas cette voie de despotisme et d'horreur. Qui a connu leurs combattants, hommes et femmes, qui a lu l'histoire de leurs luttes, qui se souvient des *narodniks*, des nihilistes qui n'iaient la morale existante pour rechercher une morale supérieure, de toute cette admirable jeunesse qui sortait de l'aristocratie et des classes intellectuelles pour, suivant le mot d'ordre de Bakounine, « aller au peuple », sait que le cynisme politique du bolchevisme ne s'explique ni par son caractère slave, ni par l'origine asiatique de l'armature politique de la nation. Si Staline et Lénine étaient des enfants de la Russie, Tolstoï, Dostoïevsky, Lavroff, Kropotkine, Bakounine, Katalina Bretchkovkaïa, Maria Spiridonova, et tant d'autres, l'étaient aussi. Et ils étaient la majorité qui n'a rien à voir avec les bourreaux du Kremlin.

Non : la psychologie et l'histoire nationales n'expliquent pas, à elles seules, l'horreur cent fois dantesque du régime bolchevico-stalinien. La preuve en est que, dans les pays satellites, et dans tous les partis communistes du monde, les mêmes tactiques, les mêmes procédés, les mêmes principes d'action, la même intolérance, la même perfidie, les mêmes calomnies systématiques contre les adversaires ou les frères de combat qui refusent de se soumettre se retrouvent et s'appliquent avec une égale aisance dans l'immoralité.

L'explication dominante de ce phénomène, unique par son universalité, réside dans l'irréfrénable mécanisme du totalitarisme autoritaire. Le marxisme voulait éliminer l'Etat, mais il voulait, auparavant, guider la révolution par l'Etat. Et l'Etat, érigé en force tutélaire obligatoire, a imposé sa loi inexorable. D'autant plus inexorable qu'il n'a pas eu, pour contrebalancer ou atténuer sa rigueur et sa fatalité, à compter avec l'existence de différentes classes sociales entre lesquelles il aurait observé des attitudes différentes qui auraient empêché son monolithisme. L'existence de ces classes contribua à rendre, malgré ses crimes, le fascisme italien, relative-

ment bénin par rapport au bolchevisme<sup>1</sup>. Ce dernier ne devait compter qu'avec la classe ouvrière et paysanne, réduite au silence et à l'impuissance, privée de tout moyen d'expression, d'organisation, d'action, et d'influence. Pas besoin de mitiger, de ménager, comme en Italie, la petite, la moyenne, la grande bourgeoisie, le capitalisme, les propriétaires terriens, les classes paysannes plus ou moins indépendantes, les commerçants, le monde des finances, et tous les éléments chevauchant ces différents secteurs. Le bolchevisme put dominer totalement comme aucun autre parti, asservir la mentalité générale à un emmagasinage doctrinal passivement et inévitablement accepté. Ajoutons-y la méconnaissance systématique du progrès politique et moral introduit dans les mœurs, qui faisait qu'en Allemagne nazie même, les victimes furent des ennemis du régime, ou des gens considérés comme tels, mais non des légions de personnes politiquement neutres et pratiquement soumises, que même leur patriotisme incitait – et continue d'inciter – à supporter un régime qu'ils aimeraient voir s'humaniser.

En dernière instance, c'est aussi le concept du totalitarisme et la pratique étatiste qui ont caractérisé le fascisme et le nazisme. Car ni la bourgeoisie, ni le capitalisme n'ont imposé les exactions du fascisme italien et les massacres du nazisme allemand. En luttant contre les partis de gauche, qui étaient leurs principaux adversaires, Mussolini et Hitler ont pu sembler servir les intérêts des classes possédantes, et les ont en effet servis. Cela ne signifie pas qu'ils étaient à leur service. Il y eut alliance tacite et circonstancielle : coïncidence d'intérêts, non accord formel, et moins encore subordination. L'étude objective des faits montre que le capitalisme et la bourgeoisie furent mis en tutelle, virent leurs bénéfices limités au profit de l'Etat fasciste et nazi, payèrent des impôts comme ils n'en avaient jamais payé, et que le capitalisme d'Etat vécut en grande partie à leurs dépens, tout en les supplantant graduellement. C'est ainsi qu'à la chute de Mussolini soixante-dix pour cent de l'industrie italienne étaient passés aux mains de la classe gouvernementale.

---

<sup>1</sup> *Note de Gaston Leval.* – Indiscutablement, des éléments comme la Renaissance et la pénétration, dans les mœurs des idées libérales et humanistes ont, dans des pays comme l'Italie, rendu l'oppression d'Etat et de la police d'Etat moins cruelle que celle de l'Empire bolchevicomoscovite.

Qu'il s'appelle bolcheviste, communiste, fasciste ou nazi, le totalitarisme d'Etat dont le marxisme fut l'introducteur dans la société moderne est donc pareil à lui-même, tant dans la négation de la liberté et de la personnalité humaine que dans les attributions qu'il s'octroie pour tous les ordres de la vie économique et sociale.

## **Le faux socialisme**

On peut, en recourant aux artifices de la dialectique verbale, trop souvent confondue avec la dialectique de l'histoire qui mérite elle-même d'être révisée, dire que, de toute façon, le capitalisme et la propriété individuelle des moyens de production ayant disparu en Russie et dans les pays satellites, le socialisme y est un fait et qu'il s'agit seulement de rétablir la liberté. Telle est la position des trotskystes et des léninistes qui attribuent au seul Staline la responsabilité de la déviation liberticide de la révolution russe. Cette position peut se fonder sur le marxisme qui permet les interprétations les plus contradictoires<sup>1</sup>. Elle n'en est pas moins de bout en bout fautive et, en même temps qu'elle prouve combien l'étatisation mentale détruit la compréhension du socialisme, elle ne justifie nullement le passage par le purgatoire bolchevique pour arriver au paradis futur.

Il n'y a pas, il ne peut y avoir de socialisme quand tous les moyens de production et les normes de distribution dont dépendent l'égalité ou l'inégalité économique sont aux mains de la classe d'Etat déjà, elle-même, divisée en sous-classes. Et cette classe, qui devient rapidement caste, se constitue fatalement quand, selon la conception léniniste ou trotskyste, l'Etat doit tout dominer, tout décider, tout conduire. Engels faisait remarquer, après ses adver-

---

<sup>1</sup> *Note de Gaston Leval.* – Le courant fondé par Bernstein et celui représenté par Karl Kautsky, en Allemagne, puis celui dont Rosa Luxembourg fut le leader talentueux et héroïque pouvaient tous se réclamer du marxisme. Celui de Lénine aussi. Les écoles économiques furent diverses, en Allemagne, en Russie, en Italie. D'autre part, Mao Tsé-Toung fait la révolution sociale au nom de Marx, dans un pays pré-moyenâgeux quant à son développement économique. Ce qui n'empêchera pas les doctrinaires de dire que la concentration du capitalisme industriel constitue la prémisse indispensable de la révolution socialiste. Sinon, que deviendrait la « dialectique de l'histoire » ?

saïres antiautoritaires, que l'Etat n'est pas la société. Nous pouvons en déduire logiquement que l'étatisation n'est pas la socialisation, et ce ne sera que quand la société, c'est-à-dire l'ensemble des organismes de production et de distribution, d'administration publique et communale et tous les individus les composant et déterminant leurs normes d'activités, amont pris en main l'organisation de la production, de la distribution, et des services publics selon les principes juridiques et les normes établis par les collectivités intéressées, que l'on pourra vraiment parler de socialisme.

Telle était, nous l'avons vu, l'opinion de Marx et Engels. On ne saurait affirmer que Lénine fût sincère en la rappelant. Toute sa conduite antérieure et postérieure s'inscrit en faux contre ces conceptions. Quant à Trotsky, l'impitoyable écrasement de l'insurrection de Kronstadt prouve qu'il était loin d'admettre l'auto-organisation des masses.

Non, il ne suffit pas de supprimer le capitalisme et la propriété privée des moyens de production pour éliminer l'exploitation de l'homme par l'homme. Et répétons-le, c'est cette suppression, et l'établissement de l'égalité économique qui constituent le critère fondamental et décisif du socialisme. Peu importent la technique et les mécanismes, directs ou indirects de l'exploitation, et de l'injustice d'où résulte le privilège. Louis XIV, la Cour de Versailles et tout l'organisme étatique de l'époque exploitaient le paysan français réduit à l'état de bête larvaire non tant par le propriétaire des champs – le paysan était souvent propriétaire – que par le collecteur d'impôts. L'Etat romain exploitait les populations conquises, la plupart du temps maîtresses de leurs champs et de leurs métiers, en prélevant, au temps d'Auguste, cinquante pour cent du revenu dans le Midi de la France. Quand donc, débordant le schéma économiste marxiste, comprendra-t-on ces vérités qui s'imposent à tout homme étudiant l'histoire sans apriorismes déformateurs ?

### ***La dialectique doctrinale***

Un des obstacles fondamentaux pour nous libérer de l'erreur et trouver la vérité, est l'attachement aveugle, forcené à la croyance

que le marxisme est la source unique du socialisme, ou sa seule source valable. Le mal ne serait pas très grand si, comme il arrive toujours quand triomphent des idées erronées, cette croyance en Marx créateur et prophète du seul socialisme méritant d'être retenu n'avait pas conduit à l'Etat totalitaire qui provient, en somme, des conceptions tactiques et de réalisation que Marx et Engels faisaient dériver de leur méthode dialectique.

On connaît l'essentiel de cette méthode : toute forme de vie est condamnée à se développer et à mourir, mais elle engendre, avant de disparaître, la forme de vie qui lui succédera. Donc l'évolution du capitalisme, qui le conduit inéluctablement vers sa décadence, en fait la chrysalide d'où sortira inéluctablement le socialisme. Parallèlement, l'évolution de l'Etat capitaliste en fait la chrysalide d'où sortira l'Etat socialiste et prolétarien (d'où nécessité de la tactique parlementaire), Etat qui, comme on a vu, disparaîtra avec les classes. Cela est simple, clair, et semble tout imprégné de précision scientifique séduisante pour ceux qui aiment les choses apparemment profondes. Mais les mathématiques du raisonnement et les enchaînements dialectiques n'ont rien à voir avec la complexe multiformité de la vie, avec toutes les facultés « des hommes », qui, elles aussi, font l'histoire.

Cette hypnose sur un seul homme et sur une doctrine qui prétend accaparer toute la vérité explique en grande partie les déviations actuelles. Car si l'on avait tenu compte des courants socialistes existant avant et après Marx, nous n'en serions pas arrivés à cet écrasant despotisme intellectuel et politique. Si en Russie le socialisme révolutionnaire, qui fut tout autre chose que ce qu'ont affirmé impunément les bolcheviques dans leurs accusations de triomphateurs omnipotents ; si les coopératistes, les autres courants du socialisme avaient continué d'exister, le destin de la Révolution russe aurait été différent. Si les socialistes qui se réclament de Marx, et qui sont les plus nombreux dans le monde, avaient tenu compte du socialisme de Robert Owen, de Proudhon, de Bakounine, de Pierre Lavroff et de l'école fédéraliste de la Première Internationale, sans doute une synthèse, fille de l'expérience, se serait-elle réalisée, où le bonheur et la liberté de l'individu, la liberté et la dignité de l'homme auraient été, plus que l'adaptation aux soi-disant mécanismes de l'histoire qui a mené à la dictature des mécanismes

faisant l'histoire, les grandes lignes directrices d'un socialisme supérieur.

Car c'est toujours la contradiction entre le but humain et les moyens inhumains, la liberté et la dictature, la société non étatique et l'emploi de l'Etat, l'administration des choses remplaçant le gouvernement des hommes et la dictature des organisateurs tyranniques, c'est cette contradiction dialecticienne qui a été introduite avec le plus de force par Marx dans le socialisme moderne. Le reste n'a rien de véritablement original, malgré ce qu'en croient ceux qui ont limité leurs études à l'école des triomphateurs ; ni la définition du capital (A-M-A.), ni celle du salaire, ni celle de la plus-value, ni la dialectique matérialiste vue sous l'aspect des formes économiques s'engendrant l'une l'autre, ni celle de la concentration du capital, ni la paupérisation croissante du prolétariat<sup>1</sup>, ni la prolétarianisation de la bourgeoisie. Toutes ces définitions, toutes ces anticipations, jusques y compris les erreurs que certaines comportent, ont été faites par William Thompson, Sismondi, Saint-Simon, Proudhon, Victor Considérant, avec une force, une précision démonstrative auxquelles Marx et Engels n'ont ajouté que la justification de la dialectique historique subjectivement interprétée, une vaste érudition complémentaire, un génie littéraire et polémique et une méthode d'exposition que le recul du temps et l'élargissement des connaissances en économie ont largement servis. Et s'il est vrai que l'on trouve des erreurs dans le socialisme d'avant 1848, (à quelles erreurs n'a pas conduit le marxisme !) du moins n'avait-il pas donné lieu à l'élaboration d'un vaste système prétendant tout embrasser et tout résoudre ; et les systèmes qui avaient cette ambition empêchaient, par leur pluralité, la création d'une conception dont l'unicité aurait constitué un danger pour la liberté créatrice de l'intelligence

---

<sup>1</sup> *Note de Gaston Leval.* – L'obsession à cette croyance a été telle qu'au moment de la mort de Staline, les théoriciens russes du marxisme affirmaient, dans un livre doctrinal dont le dictateur avait ordonné la rédaction, qu'aux U.S.A. les enfants travaillaient à douze ans, que le sort des ouvriers français empirait de plus en plus par rapport au dix-neuvième siècle, ainsi que celui de toutes les nations capitalistes. Que cela nous satisfasse ou non en tant que révolutionnaire, c'est le contraire qui est vrai. Mais sans doute faut-il le faire croire au peuple russe, pour qu'il supporte le régime bolchevique. Jamais on n'a poussé si loin l'usage du mensonge.

et de l'action. Si dans la recherche scientifique et philosophique aucun système fermé n'est absolument valable, si les vérités acquises sont le résultat des diverses méthodes convergeant dans leurs efforts et unissant les résultats obtenus, combien plus il était et il est nécessaire que la même prudence et la même objectivité soient appliquées quand il s'agit de problèmes aussi complexes que ceux se référant à ces êtres qui sont la complexité même ; les hommes !

On peut nous dire, et on dit parfois que le marxisme, parce qu'il applique la méthode dialectique et se plie à la logique de l'histoire, implique cette multiplicité de moyens de création du socialisme, car les stades de développement économique et social des peuples étant différents, l'activité marxiste emprunte les méthodes qu'ils imposent. Ce n'est, une fois encore, que jeu de mots et funambulisme dialectique. Toujours les réalisateurs de l'histoire ont subordonné la tactique aux conditions du combat. Que ce soit dans la conduite d'une guerre, la stratégie d'une bataille ou la politique d'un parti, l'absorption d'un pays ou d'une région, la lutte d'une classe contre une autre, la constitution et l'élargissement de l'Etat aux dépens de la féodalité, généraux, amiraux, stratèges, leaders, conducteurs de foules, rois, empereurs, ont subordonné les moyens aux buts qu'ils voulaient atteindre.

Annibal n'avait pas lu Marx pour conduire la bataille de Cannes, ni César pour vaincre à Alésia, ni Napoléon pour triompher à Austerlitz, ni Wellington pour le battre à Waterloo, ni Koutouzoff pour gagner la guerre de Russie. Les Capétiens n'avaient pas lu Marx pour construire, au prix d'efforts qui durèrent tant de siècles, le royaume et l'Etat centralisé français, pas plus que les Hohenzollern et Bismarck pour construire l'empire d'Allemagne ou les Romanoff pour construire celui de Russie. Le chasseur primitif n'a pas besoin d'étudier la dialectique historique pour frapper sa proie à l'endroit voulu, ni le bûcheron pour abattre l'arbre dans la direction où il se penche.

Ce que ceux qui sont lamentablement obnubilés par un servilisme et une limitation intellectuels déconcertants attribuent au génie de Marx n'est autre qu'une pratique universelle qui relève de la plus relative intelligence, de l'instinct, même animal, le plus élémentaire. Combien de ces soi-disant mérites attribue-t-on ainsi au marxisme,

ce qui pourrait se contempler avec une indulgente ironie si les conséquences n'étaient pas celles que nous savons.

\*

Pour devenir une force réelle dans l'histoire, il a fallu que le marxisme sorte de lui-même et en quelque sorte trahisse sa propre doctrine ; que Marx, comme il le disait du reste, ne fût pas marxiste<sup>1</sup>. Car, pour qui y réfléchit, le marxisme conduit au néant. Pour Marx et pour ses disciples conséquents, ce n'est pas la volonté des hommes qui conduit l'histoire, mais l'évolution des choses, la loi organique et naturelle des sociétés ; le destin et l'avenir de l'humanité sont inscrits dans la succession fatale des métamorphoses où les formes sociales s'engendrent en succession progressive qui aboutissent au socialisme. Aussi Marx a-t-il affirmé que sa tâche et celle des socialistes, consistait avant tout et surtout à interpréter cette évolution naturelle de l'humanité et des formes de la société, et pour l'immédiat, à montrer, dans une vaste fresque, l'évolution fatale du capitalisme.

Mais si les lois de l'histoire existent et s'accomplissent inéluctablement, si elles sont inscrites dans le destin de l'humanité aussi sûrement que les lois physiques régissant le cosmos, Marx ni le marxisme n'étaient nécessaires à l'avènement du socialisme. Et ceux qui font partir le socialisme et ses possibilités historiques de Marx et du marxisme sont en contradiction avec le marxisme lui-

---

<sup>1</sup> La grosse machinerie économiste et mécaniste du marxisme, que dénonce ici Gaston Leval, est en fait une création de son entourage : Engels, d'abord, mais aussi son gendre, Paul Lafargue. Lafargue écrivit un livre, *Le déterminisme économique de Karl Marx* dans lequel on trouve tous les poncifs sur le marxisme. On y trouve des affirmations telles que : « La morale, ainsi que les autres phénomènes de l'activité humaine, tombe sous la loi du déterminisme économique formulée par Marx », etc. C'est à propos de ce livre que Marx déclara : « Si c'est cela le marxisme, moi Karl Marx, je ne suis pas marxiste. » Nous partageons tout à fait le point de vue de Maximilien Rubel sur cette question : « Le marxisme n'est pas venu au monde comme un produit authentique de la manière de penser de Karl Marx, mais comme un fruit légitime de l'esprit de Friedrich Engels. Si tant est que le terme de "marxisme" recouvre un concept rationnel, ce n'est pas Marx mais Engels qui en porte la responsabilité. » (Maximilien Rubel, *Marx critique du Marxisme*, Payot, p. 19).

même. Selon la doctrine de la dialectique matérialiste, avec ou sans *Le Capital*, avec ou sans le *Manifeste Communiste* (dont les propositions essentielles avaient été exposées dans le *Manifeste de la Démocratie*, de Victor Considérant), le monde aurait suivi sa marche vers le socialisme, et il serait complètement inutile de nous montrer la fatalité de cette marche. Doctrinairement le marxisme s'enfermait dans un cercle vicieux. Et quand il en sortit comme mouvement de l'histoire, quand il appelait à s'unir les travailleurs de tous les pays, quand il fondait des partis politiques, quand il partait à la conquête des parlements, quand il criblait de calomnies Lassalle et ses amis, ou Bakounine et les internationalistes non marxistes, quand il manœuvrait pour s'emparer de l'Internationale, puis la détruisait pour n'avoir pas pu parvenir à ses fins, quand il créait des syndicats et des coopératives, quand il s'alliait avec des partis politiques et se mésalliait avec d'autres, le marxisme-mouvement faisait l'histoire. Il ne l'attendait ni ne la subissait, il ne se limitait pas à emboîter le pas des événements. Il devenait lui-même un événement déterminant. Il suffit de lire *La Maladie Infantile du Communisme*, de voir au prix de combien d'efforts les communistes marxistes ont triomphé en Russie, et surtout en Chine, pour mesurer la distance et la contradiction entre leur doctrine du mécanisme historique et leur application de volonté, souvent formidable, changeant le cours de l'histoire, et celui de l'évolution naturelle des événements. C'est aussi pourquoi nous voyons les disciples du prophète de l'industrialisme socialiste (dont le père fut Saint-Simon), fonder le socialisme et le communisme, ou ce qu'ils appellent tels, dans les nations industriellement les plus arriérées. Mais pour être en accord apparent avec la doctrine, ce sont eux qui provoquent l'industrialisation post-révolutionnaire, au prix de souffrances et de privations terribles pour les populations. L'aveuglement théorique ne leur permet pas de voir ces contradictions. Il ne leur permet pas, surtout, de comprendre que le socialisme est toujours l'égalité répartition des biens produits par la société, indépendamment du plus grand ou plus petit degré de développement de l'industrie. Marx ne l'avait pas dit...

Dans l'action historique, la volonté de pouvoir, la soif d'autorité que l'on trouve chez Marx à un si haut degré, et qui caractérisent si profondément Lénine et Staline, effacent totalement la philosophie

dialectique qui n'est, au fond, en même temps qu'une adaptation des concepts de Hegel et d'Héraclite. que l'application aux problèmes sociaux de l'humanité de la théorie darwinienne de l'évolution. C'est pourquoi, après avoir expliqué l'histoire à la lueur de l'économisme – déformation rapetissée du véritable matérialisme philosophique, lequel embrasse la vie universelle – le marxisme confie aux organismes politiques, parti, gouvernement, Etat et institutions d'Etat, la direction de la Révolution, de la construction du socialisme et des nouvelles structures économiques.

### **L'éthique**

Il est donc nécessaire, si nous voulons trouver le chemin qui pourra nous conduire au véritable socialisme, tel que l'ont conçu ceux qui en ont créé l'idéal fraternel et noblement humain, de s'arracher à l'hypnose, à la religion, à la doctrine intellectuelle et de tout repos, à l'explication paresseuse et passe-partout de tous les faits sociaux que la doctrine marxiste constitue pour tant de gens. Il est nécessaire de concevoir le socialisme autrement qu'à travers un mécanisme historique soi-disant maître et déterminant des esprits, et des volontés. Le marxisme a déshumanisé l'histoire et son inhumanité s'explique en premier lien par cette attitude théorique. Il a négligé sciemment, au nom de sa conception étriquée de la science qu'il a prise pour toute la science, cette parcelle infime, devant l'immensité du cosmos et du temps, mais énorme dans la relativité de l'humain sur la terre qu'est la conscience de l'homme, et la possibilité, et la nécessité de donner au problème moral, au facteur éthique, l'importance que l'expérience a prouvé être primordiale.

D'où son amoralisme foncier, la prédominance de l'esprit de triomphe par tous les moyens, particulièrement dans les agissements de la fraction révolutionnaire. Lorsque, en 1870, Marx désirait que les Français « reçoivent une raclée », parce que cela « ferait passer le centre du socialisme de France en Allemagne et l'arracherait, en Occident, à l'influence proudhonienne <sup>1</sup> », il est évident que sa

---

<sup>1</sup> *Note de Gaston Leval.* – Correspondance Marx-Engels, t. IV, éd. allemande (Stuttgart 1913).

volonté de succès l'emportait sur toute considération de dignité socialiste. Encore une fois, le choix, même imaginaire, mais, qui reflète une psychologie profonde dont on peut prévoir les agissements quand l'occasion s'en offrira, des moyens, submerge la noblesse des buts, quand noblesse il y a <sup>1</sup>.

Proudhon, qui n'a pas négligé les analyses économiques – voir sa polémique avec Bastiat, *Qu'est-ce que la Propriété, Solution du Problème social, Contradictions économiques*, etc. – fondait avant tout le socialisme sur un principe moral : la justice. L'analyse économique était pour lui un apport fondamental, mais toujours guidé par ce principe moral, il voyait et dénonçait la paupérisation – qui fut passagère – du prolétariat, constatait la concentration du capital, expliquait le mécanisme – ce qu'Engels appelait le « mystère » de la plus-value par le A-M-A que nous retrouvons plus tard chez Marx, et que le salaire était la part aussi minime que possible que l'employeur laissait sur son travail à l'ouvrier, pour se sustenter avec sa famille. Il expliquait en quoi le capital se différenciait de la richesse stagnante, comment le travail collectif créait une plus-value supplémentaire qui n'allait qu'au capitaliste, il dénonçait des faits concrets de rapine et de spoliation <sup>2</sup>. Mais rien de

---

<sup>1</sup> Il s'agit de la lettre de Marx à Engels du 20 juillet 1870. Marx écrit que « les Français ont besoin d'être rossés. Si les Prussiens sont victorieux, la centralisation du pouvoir d'Etat sera utile à la centralisation de la classe ouvrière allemande ». Il ajoute : « La prépondérance allemande transformera en outre, le centre de gravité du mouvement ouvrier de l'Europe occidentale, de France en Allemagne ; et il suffit de comparer le mouvement dans les deux pays, depuis 1866 jusqu'à présent, pour voir que la classe ouvrière allemande est supérieure à la française tant au point de vue théorique qu'à celui de l'organisation. La prépondérance, sur la scène mondiale, du prolétariat allemand sur le prolétariat français serait en même temps la prépondérance de *notre* théorie sur celle de Proudhon. » En d'autres termes, la victoire *militaire* de l'Etat allemand sur l'Etat français assurera la prépondérance du *socialisme* allemand sur le socialisme français. Le scénario de la trahison de la social-démocratie allemande en 1914 est déjà rédigé.

<sup>2</sup> *Note de Gaston Leval*. – Marx écrivait dans le tome I du *Capital*, après une longue et fastidieuse suite de démonstrations : « A-M-A' est donc la formule générale du capital, tel qu'il se montre dans la circulation ». C'est-à-dire, pour lui, le circuit était : Argent, avec lequel on obtenait des Marchandises, qui étaient vendues à un prix supérieur, procuraient à leur tour de l'Argent. Donc : A-M-A'.

Mais en 1848, Proudhon avait écrit dans son étude *Banque d'Echange* : « L'argent converti en marchandises, il s'agit pour le propriétaire-capitaliste-

cela n'eût-il existé, il n'en aurait pas moins combattu pour le socialisme, au nom de l'équité. Les autres écoles, sauf peut-être celle des saint-simoniens, industrialistes avant Marx, et qui aboutirent à une complète auto-destruction par leur exclusivisme et leur superstition économiste, partaient aussi de leur révolte contre l'exploitation de l'homme par l'homme, de leur protestation morale et des sentiments du cœur qui n'ont rien à voir avec le matérialisme dialectique, mais sans lesquels toutes les créations de l'homme se retournent contre l'humanité.

\*

---

entrepreneur A de faire l'opération, inverse, et de convertir ses marchandises en argent ».

On trouve dans l'œuvre proudhonienne l'essentiel des propositions générales de Marx, dont, dans le même écrit, l'explication de la plus-value.

Et en 1840, dans *Qu'est-ce que la Propriété ?*, Proudhon avait déjà donné la définition du salaire, et de bien d'autres choses que l'on croit découvertes par Marx. Ce passage, pris parmi d'autres, nous semble significatif :

« Quel est le fonds d'exploitation de celui qui loue ses services? Le besoin présumé que le propriétaire a de lui, et la volonté qu'il lui suppose gratuitement de l'occuper. Comme autrefois le roturier tenait sa terre de la munificence et du bon plaisir du seigneur, de même aujourd'hui l'ouvrier tient son travail du bon plaisir et des besoins du maître et du propriétaire : c'est ce qu'on nomme posséder à titre précaire. Mais cette condition précaire est une injustice, car elle implique inégalité dans le marché. Le salaire du travailleur ne dépasse guère sa consommation courante et ne lui assure pas le salaire du lendemain, tandis que le capitaliste trouve dans l'instrument produit par le travailleur un gage d'indépendance et de sécurité pour l'avenir.

« Or ce ferment reproducteur, ce germe éternel de vie, cette préparation d'un fonds et d'instruments de production est ce que le capitaliste doit au producteur et qu'il ne lui rend jamais : et c'est cette dénégaration frauduleuse qui fait l'indigence du travailleur, le luxe de l'oisif et l'illégalité des conditions. C'est en cela surtout que consiste ce que l'on a si bien nommé l'exploitation de l'homme par l'homme. »

Proudhon écrivait également dans le même livre « que tout capital, soit matériel, soit intellectuel, étant une œuvre collective, forme par conséquent une propriété collective » ; et il démontrait que le capitaliste bénéficie du travail collectif et de la plus-value supplémentaire née de ce travail collectif. Or il s'agit là d'une des « découvertes » les plus originales de Marx.

On pourrait, en forçant le raisonnement et en se basant sur les principes essentiels du marxisme, dire que ces sentiments du cœur et de caractère moral, cette révolte naturelle contre l'injustice lui ont été étrangers. Ses apologistes ont eu grand soin de nous dire que la supériorité de la doctrine était son caractère purement scientifique et le rejet de ce qu'ils nommaient avec dédain les abstractions métaphysiques et les sentimentalismes romantiques. Engels critique avec suffisance le « socialisme utopique » qui non seulement n'avait pas, selon lui, trouvé l'explication de la plus-value et découvert la méthode dialectique, mais qui ne reposait pas sur une base scientifique. Pourtant, nous ne forcerons pas l'esprit polémique jusqu'à nier le fonds moral de l'effort de Marx et de son compagnon de recherches. Contre eux-mêmes s'il le faut, et contre leurs apologistes lamentablement bornés, nous soutiendrons qu'ils furent avant tout poussés – et on en trouve la preuve dans les écrits de jeunesse de Marx – par leur conscience et par leur cœur. On peut certainement glaner dans leur œuvre postérieure des échos de cette attitude première. Cela n'empêche que, comme doctrine et comme stratégie, le marxisme est étranger à ces considérations, et ce ne sont pas quelques phrases prononcées ou écrites de-ci, de-là, qui peuvent altérer le poids de la masse des idées lancée dans l'histoire. Cela n'empêche non plus que ceux dont le socialisme n'est pas pétri d'éthique autant que de science, et dirigé avant tout par un idéal de bonté, de justice, de solidarité, de droiture, d'honnêteté, déforment le sens profond du socialisme. Et nous pensons, devant la doctrine qui nous est proposée et les résultats auxquels elle a abouti, que le marxisme n'est pas du socialisme.

\*

Telle est notre opinion. On peut ne pas la partager, mais il est indiscutable que, quoi qu'on fasse pour le laver de ses péchés capitaux, le marxisme ne peut suffire à guider les révolutionnaires, et l'humanité, vers les buts généraux du socialisme véritable. Il est indiscutable qu'on ne peut ignorer les autres écoles du socialisme et qu'il faut prendre de ces autres écoles de nombreux éléments que le marxisme a méprisés, tout en apportant ce que l'expérience historique a révélé nécessaire. Et surtout devant la terrible expé-

rience que nous avons vécue, que nous venons de vivre et qui continue, s'impose la primauté des valeurs éthiques.

Valeurs éthiques qui, répétons-le, se trouvent au départ du socialisme. Que ce socialisme antérieur à Marx ait contenu des erreurs, qu'on y observe des fantaisies à écarter et des insuffisances, rien n'est plus vrai. Mais l'insuffisance majeure est d'avoir éliminé ou placé au dernier rang le facteur moral, tant dans la doctrine que dans le comportement, dans la ou les tactiques, dans les méthodes de lutte. Car la solution économique égalitaire dépend avant tout de la conscience morale et de la volonté de justice qui préside à l'organisation ou à la réforme de la société. Car sans éthique inspirant la conduite des hommes, et particulièrement de ceux qui se mêlent d'organiser et de guider les hommes, l'intensification et la multiplication de la production seront insuffisantes pour établir l'égalité et la justice. Elles donneront lieu à l'apparition de nouvelles couches de privilégiés qui ressusciteront à leur façon l'exploitation des massés, qui proliféreront dans la mesure nécessaire pour constituer une caste dominante, et contre lesquelles les exploités seront impuissants. Il n'est pas inutile de reproduire ici cette pensée du grand savant, du grand humaniste et du penseur anarchiste que fut Elisée Reclus ; « Ah, mes amis, rien ne déprave tant que le succès. Tant que notre triomphe ne sera pas, en même temps, le triomphe de tous, ayons la chance de ne jamais réussir, soyons toujours vaincus ! »

Oui, mieux vaut être vaincu que se déshonorer par un triomphe qui, n'étant pas en même temps celui de l'ensemble des hommes, n'est possible que contre l'ensemble des hommes.

Tels n'étaient pas les buts ni les aspirations des bolcheviques quand ils combattaient avant 1917. Ils furent héroïques, pleins d'abnégation, ils surent souffrir et mourir pour la cause du socialisme. Mais en même temps deux poisons s'étaient introduits dans leur esprit et dans leur comportement : l'emploi de tous les moyens, même les plus immoraux justifiés au nom de la moralité du but poursuivi ; et l'autoritarisme systématique qui conduisait à l'étatisme totalitaire. Ceux qui en arrivent là peuvent s'imaginer être maîtres de leurs actes, et pouvoir rectifier plus tard leurs méthodes : ils sont pris dans la situation qu'ils ont créée et s'ils sont devenus gouvernants, ils ne peuvent continuer à gouverner qu'en appliquant

les procédés par lesquels ils sont montés au pouvoir. Y renoncer serait détruire leur pouvoir lui-même, car le peuple s'est éloigné d'eux, et ils n'ont plus, pour les soutenir, que ceux qu'ils réprouvent – quand ils les réprouvent. Tel fut dans certains cas, la situation de Lénine et de Trotsky. Quant à leurs collaborateurs « techniques » et leurs successeurs, ils ne sont même plus poussés par les buts initiaux, ils n'ont pas le frein de l'idéal auparavant poursuivi. L'amoralité autoritaire du policier, du fonctionnaire, du nouveau membre du parti, du bénéficiaire de la hiérarchie d'Etat, du policier professionnel, du chef militaire, du petit despote local ou régional n'est axée que sur des buts concrets et immédiats d'où tout idéalisme – du reste contraire à la dialectique matérialiste de l'histoire – est retranché.

Les « réalistes » pourront se gausser de cette revendication obstinée de l'éthique. Pour eux, la solution du problème économique doit entraîner celle du comportement moral, le fait d'affirmer qu'on ne peut résoudre le problème économique sans une pratique morale adéquate inspiratrice est une sottise. Disons « qu'en partie » nous l'avons cru aussi. Ceux qui furent nos maîtres – Proudhon, Bakounine, Kropotkine, Reclus lui-même et leurs continuateurs – affirmèrent souvent la primauté du problème économique. Et nous subissions trop de misère pour ne pas être obsédés par l'établissement de l'égalité économique, pour ne pas croire que là se trouvait la clef de tous les autres problèmes. Et nous n'avons pas cessé nos recherches pour la critique du capitalisme et pour la construction du socialisme, nous continuons de manipuler les statistiques, les problèmes économiques, si passionnants, nous sont familiers, nous soulignons toujours leur énorme importance, et nous reprochons sans cesse à ceux qui n'acquièrent pas les disciplines indispensables pour les résoudre, leur paresse et leur imprévoyance.

Nous n'écrivons donc pas en simples moralistes-moralisants, mais en hommes que la lutte pour la transformation de la société a persuadés de l'importance de certains facteurs, facteurs qui même dans l'école à laquelle ils appartiennent, ont été quelque peu oubliés. Cet oubli est mortel, soit par la corruption du pouvoir, soit parce que la liberté dédaigneuse de l'éthique individuelle et collective mène à la destruction de toutes les valeurs humaines. Dans un cas comme

dans l'autre on aboutit à la négation pratique des principes proclamés.

Au moins, les écoles non marxistes du socialisme contenaient-elles, et contiennent-elles, dans leurs postulats et par leurs efforts de compréhension universelle, ces principes éthiques qu'on peut retrouver après les avoir momentanément mésestimés. Elles permettent ainsi les retours nécessaires, les redressements indispensables. Leurs penseurs nous rappellent que le destin de l'homme et la justification, la condition de son existence consistent, comme écrivait Bakounine (systématiquement calomnié par ceux pour qui toutes les armes sont bonnes), à s'éloigner de l'animalité dont il est issu, pour s'élever toujours plus haut dans sa condition humaine.

De telles considérations peuvent être qualifiées de préchi-précha d'un autre âge, mais certaines vérités ont une valeur éternelle, et le socialisme n'y est pas étranger. Ceux qui veulent les méconnaître ne pourront jamais travailler utilement à l'avènement d'une humanité plus heureuse et plus digne.

## ***Le chemin***

Le poison de l'autoritarisme, avons-nous dit, conduisait à l'étatisme totalitaire. Cela ne signifie pas que nous repoussions toute autorité si l'on entend comme telle le respect des comportements individuels nécessaires à toute société, à toute vie sociale, et en fin de compte à toute vie individuelle, puisque l'individu ne peut vivre isolé. Ni que nous rejetions les normes directrices indispensables à tout groupement d'hommes réunis pour des buts communs. Mais une chose est cette discipline de la vie pratique, que tout homme sensé admet et applique de lui-même, ou l'autorité du technicien, de la commission choisie par une collectivité, pour coordonner les activités et les efforts ; et une autre chose l'autoritarisme, c'est-à-dire l'autorité érigée en système politique dominant la société et s'imposant à elle. Tel est le cas de l'Etat et des institutions gouvernementales spécialisées dominant une nation ou un ensemble de nations, comme agents moteurs et directeurs obligatoirement obéis.

L'autoritarisme du bolchevisme devenu parti d'Etat et qui a complètement oublié le dépérissement de cet Etat, prévu par ses

théoriciens d'origine, est un exemple du système que nous repoussons. Il devait forcément mener à l'oppression des masses de l'usine et des champs, et des services divers, à la constitution d'une nouvelle société de classes, car l'Etat est, par sa nature, hiérarchique ; il suppose inévitablement une formation pyramidale et inévitablement aussi, il projette, en dehors de lui-même, ses modalités structurelles et sa dynamique déterminante. Parce qu'il est dominateur il construit la société selon ses principes et ses besoins. Loin d'être le reflet des structures économiques, ce sont les structures économiques qui sont créées par lui. Attendre donc que l'égalité économique puisse être établie au moyen de l'Etat est tout aussi utopique qu'attendre l'abandon volontaire de leurs richesses et de leurs privilèges par l'ensemble des bénéficiaires de l'injustice sociale.

Après la nécessité de connaître et de reconnaître les autres écoles du socialisme, afin d'élargir notre horizon intellectuel et mental et de nous désintoxiquer d'un unicisme mortel et contraire à toute recherche scientifique ; après la nécessité de remettre l'éthique à la place qui est la sienne ; après avoir compris que l'étatisation ne peut qu'engendrer de nouvelles formes d'oppression et d'exploitation, il nous faut rechercher quelle voie doivent emprunter dans l'ordre pratique les hommes qui veulent vraiment le triomphe du socialisme.

La première question que peuvent se poser ceux qui partagent notre point de vue critique est celle-ci : « Faut-il repartir à zéro, construire, de toutes pièces, un socialisme ou un mouvement socialiste nouveau ? » Cette seule perspective fait hésiter les uns, désoriente les autres.

Mais ces camarades devraient commencer par se demander s'ils ne posent pas mal le problème. On a trop pris l'habitude, quand on parle de socialisme, de confondre l'idéal socialiste d'égalité et de justice sociale, et le courant politique qui est l'expression, le fait du socialisme vivant. Encore une fois, le totalitarisme autoritaire a imposé sa loi, et faussé la vérité. Pour les membres du parti socialiste, le socialisme n'est que dans leur parti. Pour ceux du parti communiste, il n'est que dans le leur – communisme en plus. Mais pour tout homme objectif et pensant librement, le socialisme se trouve partout où l'on combat l'injustice économique, et pour

l'égalité possible de jouissance des biens créés par et pour l'ensemble social.

Ainsi considéré, nous ne pouvons enfermer le socialisme, dans l'activité des partis politiques. Nous pouvons même dire que tout parti politique, puisqu'il mène à l'Etat fatalement hiérarchisé et inégalitaire, est intrinsèquement antisocialiste. Le mouvement syndical anticapitaliste est aussi du socialisme, surtout si, comme il est exprimé par ses théoriciens – Pelloutier, Pouget, Sorel, Leone, Labriola et autres –, par la Charte d'Amiens en France, et dans la Déclaration de Principes de la Confédération Nationale du Travail d'Espagne, il voit dans les syndicats – trop exclusivement du reste – les organes d'expropriation du capitalisme et de gestion de la société nouvelle.

Le mouvement coopératif fidèle aux principes exposés par Robert Owen, à la Déclaration des Pionniers de Rochdale, aux buts et aux moyens préconisés par l'Ecole de Nîmes dont Charles Gide fut la plus éminente personnalité, est aussi du socialisme. Syndicalisme et coopératisme s'inscrivent dans le large éventail d'activités convergentes qui tendent au même but. L'anarchisme non individualisme, lui-même, est une école du socialisme<sup>1</sup>.

Il existe aussi, dans certains pays du Nord de l'Europe, un socialisme municipal. Ces différents mouvements ont choisi des dénominations correspondant à leurs particularités spécifiques beaucoup plus qu'aux principes essentiels et aux desiderata qui leur sont communs. Le devoir de ceux qui placent au-dessus des concepts institutionnalistes la réalisation de leurs grands buts humains est d'embrasser, en une ample synthèse, toutes ces forces, de les stimuler, de les élargir, de les réunir et d'en faire les bases d'un socialisme nouveau.

D'autres organes, d'autres institutions peuvent, doivent être retenus, soit pour les utiliser en les modifiant si cela est nécessaire, soit pour les recréer dans leur forme originelle. Nous pensons aux soviets de 1905 et 1917, qui devaient constituer l'armature adminis-

---

<sup>1</sup> *Note de Gaston Leval.* – L'anarchisme est, à son origine, un courant socialiste. Proudhon, son fondateur, s'est, comme Bakounine, généralement appelé socialiste révolutionnaire, et c'est au nom du socialisme, pour le socialisme, qu'il a proclamé la lutte de classe, et combattu l'Etat et l'exploitation de l'homme par l'homme.

trative locale et nationale. Nous pensons aux conseils d'usine fédérés par industrie, qui semblent tout indiqués où n'existe pas de véritable organisation syndicale, ou quand cette organisation est bureaucratisée, sclérosée, rétrograde.

Nous pensons encore aux collectivités agraires fédérées dont l'Espagne antifasciste fut une admirable pépinière pendant la révolution libertaire de 1936-39. Elles embrassèrent cinquante pour cent de l'agriculture de la zone antifasciste, et n'eurent pas de pires ennemis que les stalino-marxistes. Nous pensons aux guildes, aux artels de Russie, qui peuvent constituer les embryons de vastes institutions nouvelles.

Toutes ces organisations, toutes ces modalités créatrices peuvent être, doivent être les moyens de réalisation grâce auxquels le socialisme trouvera son chemin. Ce n'est pas à nous de dire à quel degré, de quelle manière chacun de ces moyens devra être employé. C'est à vous tous, communistes et socialistes libérés des dogmes des deux côtés du rideau de fer, et qui comprenez que le socialisme doit trouver de nouveaux chemins, d'étudier, pour le pays dans lequel vous vous trouvez, ceux qui conviennent le mieux et comment ils conviennent le mieux. Pour cela, il vous faut tenir compte des caractéristiques de la vie sociale, de toutes les différentes branches de production des rapports économiques, des besoins et des standards de vie, des coutumes, des traditions utiles, de la psychologie des populations, des modalités organiques déjà existantes et pouvant être développées. Il vous faut dresser le tableau des tâches à accomplir, des problèmes à résoudre, des activités à organiser ; il vous faut faire l'inventaire de tout ce qui peut vous aider à y parvenir. En travaillant sur ces bases, vous pourrez reprendre la lutte pour un socialisme humaniste, constructif et libre.

Alors, vous n'hésitez plus à aller de l'avant. Vous ne serez plus écartelés entre la collaboration à une dictature odieuse et l'anéantissement dans l'inactivité.

Certes, cela ne détruira pas la dictature d'un coup ; mais cela vous donnera des forces pour continuer la lutte pour le progrès

humain : force morale et de courage, force intellectuelle et constructive pratique pour vaincre la dictature en lui opposant non seulement une éthique qu'elle n'a ni ne peut avoir, mais aussi une méthode d'organisation supérieure à la sienne.

Et l'Etat ? S'il n'est pas possible de le renverser par la lutte armée, comme le firent, avec les résultats que nous savons, les héroïques insurgés de Hongrie, du moins lui opposerez-vous, lui opposerons-nous une conception et une pratique de la vie sociale qui seront celles du véritable socialisme. Nous ne pouvons affirmer qu'il disparaîtra totalement et définitivement, nous ne voulons pas jouer les prophètes. Mais l'expérience, et surtout celle du bolchevisme prouve que, plus il sera réduit dans ses proportions et ses attributions, mieux cela vaudra pour réaliser le socialisme dans la liberté, par l'organisation fédérée des activités et des institutions économiques, culturelles, sociales, et d'administration publique.

Mais pour y parvenir, pour, comme premier but à atteindre, faire de l'Etat une institution d'administration publique privée de moyens politiques, aussi limitée que possible, dépossédée d'esprit impérialiste et surtout de moyens de coercition et d'oppression, c'est en marge de lui qu'il nous faut construire, afin de lui rogner les ailes, de lui limer les dents, de lui couper les griffes. Il faut lui opposer de nouvelles modalités d'organisation économique et d'administration publique. Il faut lui opposer une force morale inébranlable. Il faut adopter et déployer une activité créatrice résolument antiétatique.

Et l'on finira bien par construire une société de libres producteurs, où la dignité et la noblesse de l'homme s'épanouiront dans le bonheur et la liberté.

Les débuts de la crise communiste-bolchevique .....	1
La crise, aujourd'hui .....	5
Le socialisme et l'Etat .....	8
La loi inexorable de l'Etat .....	14
Le faux socialisme .....	25
La dialectique doctrinale .....	26
L'éthique .....	32
Le chemin .....	38

---

Édité par un groupe de camarades à Genève — 1958 —